

Déficit public : la peau de l'ours est déjà vendue



BRUNO LEVY

Michel Godet,
membre
de l'Académie
des technologies

SELON MICHEL SAPIN, la France ne tiendra pas, une fois de plus, ses engagements de réduction du déficit public à 3 % de notre produit intérieur brut (PIB). Le ministre de l'Économie et des Finances avance le chiffre de 4,4 % pour 2014 et 2015. Notre record de dépenses publiques (57 % du PIB, soit 7 points de plus que la moyenne des pays de l'Union européenne) va donc perdurer. Or, pour restaurer les marges des entreprises, il va falloir baisser leurs charges. D'où la nécessité de trouver plus de 40 milliards d'euros d'ici à 2017, pour financer les pactes de compétitivité, de responsabilité et de solidarité. Certes, le gouvernement prévoit une réduction des dépenses publiques de 50 milliards, mettant à contribution l'État (18 milliards), la Sécurité sociale (21 milliards) et les collectivités territoriales (11 milliards). Mais il s'agit moins d'une réduction en valeur absolue que d'un ralentissement de la dépense, laquelle continue de dériver. Par ailleurs, à la fin de l'été 2014, le détail de ces économies n'était absolument pas établi, encore moins clarifié.

Rappelons que pour baisser d'un point la dépense publique, c'est 20 milliards d'euros d'économies qu'il faudrait réaliser par an ! Ce qui n'est pas impossible, différents rapports de la Cour des comptes et de l'Inspection des finances montrant que l'on pourrait réaliser très vite 60 milliards d'euros d'économies. En réalité, tout se passe comme si on avait vendu plusieurs fois à Bruxelles, pour le respect des règles européennes, et aux entreprises, pour améliorer leur compétitivité, la peau d'un ours... que l'on n'avait pas encore tué ! En effet, la faible croissance espérée n'est pas au rendez-vous, le chômage s'aggrave et les entreprises n'embauchent pas par manque de confiance en l'avenir. Face à cette situation, les explications avancées par le gouvernement français (on sacrifie la réduction des déficits à la bataille pour la compétitivité et aux réformes structurelles) traduisent un manque de courage et une fuite en avant. En fait, le pouvoir n'ose pas remettre à plat un modèle social devenu obsolète.

Le pouvoir n'ose pas remettre à plat un modèle social devenu obsolète. Décidément, il manque à ce gouvernement un pacte de compétence et de responsabilité vis-à-vis des générations futures ! ●